

Publié dans *Septentrion* 2014/4.

Voir www.onserfdeel.be ou www.onserfdeel.nl.

POLITIQUE

MICHEL I : DES DÉBUTS CHAHUTÉS

Depuis le 11 octobre 2014, la Belgique a un nouveau gouvernement fédéral. Orienté au centre droit, il n'a pas de nouvelle réforme institutionnelle à l'agenda mais aura pour mission d'appliquer celles votées lors de l'ancienne législature (qui font glisser une part substantielle des pouvoirs fédéraux vers les entités fédérées) et mènera un programme socioéconomique d'austérité. Des économies sont prévues dans de nombreux secteurs: Bien-être, Santé, SNCB (chemins de fer), Fedasil (Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile), BPost, sociétés intercommunales, allocations d'insertion... et de nouvelles recettes seront récoltées par l'harmonisation de la TVA, la hausse des accises sur le tabac et le diesel ou encore la lutte contre la fraude fiscale. Le gouvernement sera mené par Charles Michel qui, à 38 ans, est le premier libéral francophone à occuper la fonction depuis les années 1930.

Il aura fallu près de quatre mois et demi pour dégager une majorité voulant diriger le royaume, parvenir à un accord de gouvernement et constituer un cabinet. C'est peu au regard des 541 jours qui avaient été nécessaires pour la formation du gouvernement sortant, de centre gauche et placé sous la houlette du socialiste Elio Di Rupo¹, mais de l'avis des observateurs de la vie politique cette durée n'est pas négligeable compte tenu que le nouveau gouvernement n'aura pas de modification de la Constitution à accomplir.

Il faut dire que la nouvelle équipe opère une rupture à plusieurs niveaux par rapport aux us et coutumes de la démocratie parlementaire belge. Ainsi, le rôle de Premier ministre, traditionnellement «asexué politique», a été pris en compte pour parvenir à la parité linguistique indispensable au sein du gouvernement. Les portefeuilles de la Justice et de l'Intérieur sont tous les deux entre des mains flamandes, alors qu'ils étaient toujours répartis entre un francophone et un Flamand.

Les sièges du cabinet ont été partagés entre le MR (parti libéral francophone) qui occupera 7 ministères, dont celui des Affaires étrangères et du Budget, et trois partis flamands: la N-VA (nationaliste et menant une politique économique d'inspiration libérale), le CD&V (démocrates-chrétiens) et le *Open VLD* (libéraux), qui disposeront également de secrétaires d'État.

Le déséquilibre linguistique (un seul parti francophone dans la majorité et une minorité de députés au Parlement) a d'emblée été dénoncé par les partis de l'opposition francophone - certains parlant même de «traîtrise» -, ainsi que les compétences relativement modestes que les représentants du MR ont obtenues. De nombreux membres du MR se sont d'ailleurs insurgés contre ce déficit de ministères importants.

Mais c'est surtout l'entrée au gouvernement fédéral du parti nationaliste flamand N-VA qui a retenu toute l'attention. Avec l'Intérieur, les Finances et la Défense, ce parti s'est taillé la part du lion et a empoché des maroquins qui font redouter à nombre de francophones une «flamandisation» de pans importants de l'appareil étatique.

Si avant même la formation du gouvernement les partis appelés à siéger dans l'opposition tiraient

déjà à boulets rouges sur les mesures d'austérité et sur le report du départ à la retraite à 67 ans qui s'annonçaient, les premières flèches - principalement de l'opposition francophone - dirigées contre l'équipe depuis son arrivée au pouvoir concernaient un ministre et un secrétaire d'État de la N-VA, Jan Jambon (Intérieur) et Theo Franken (secrétaire d'État à l'Asile et la Migration), accusés de banaliser, voire de justifier la collaboration (en général et celle - par opportunisme ou par adhésion idéologique - de certains partisans du Mouvement flamand en particulier) lors de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans un entretien accordé au quotidien francophone *La Libre Belgique* juste après la prestation de serment des ministres, Jan Jambon a estimé que «les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons». Theo Franken a pour sa part été vu au 90^e anniversaire du fondateur de la *Vlaamse Militanten Organisatie*, une milice privée nationaliste. Il est également l'auteur de courriels, déjà anciens mais exhumés pour l'occasion, dans lesquels il se rend suspect d'homophobie et de racisme.

La N-VA, qui lors de la campagne avait déjà fait du Parti socialiste francophone son ennemi déclaré, le présentant comme le principal obstacle au développement de la Flandre, en a de son côté rajouté une couche en affirmant que si un jour les socialistes revenaient au pouvoir, «le confédéralisme serait inévitable».

Charles Michel entame donc un exercice difficile et devra accomplir d'immenses efforts de communication pour convaincre, surtout les francophones, que les choix de son gouvernement sont les bons et qu'il s'est allié avec des partenaires fiables. Confronté aux critiques contre son équipe, il reste pareil à lui-même: il esquivait les attaques en estimant que, grâce à son courage, il a évité au pays une crise pire que celle qui avait finalement accouché du gouvernement sortant, aujourd'hui déboulonné.

GERALD DE HEMPTINNE

Voir *Septentrion*, XLIII, n° 3, 2014, pp. 106-107.

1 Voir *Septentrion*, XLI, n° 1, 2012, pp. 87-89.